# Présentation

Le présent ouvrage reprend un ensemble d'articles ou de contributions que nous avons publiés, à des dates variées, dans des revues ou actes de colloques, en Tunisie ou à l'étranger[1]. Tout en restant liés aux contextes de leur parution, ils tentent de traiter, quoique de différentes manières, les mêmes thématiques.

Il est tout d'abord question du Maghreb de la période contemporaine. Bien que certains chapitres touchent l'ère moderne ou la phase des indépendances politiques, ils le font en corrélation avec des questionnements liés au contexte colonial. La donne coloniale demeure donc la toile de fond de cet ouvrage.

Ensuite, le Maghreb, abordé en totalité ou en partie, correspond aux trois anciennes colonies françaises baptisées jadis « l'Afrique du Nord ». En dépit des différences et des particularismes liés à l'Algérie ou à la Tunisie ou encore au Maroc, ces trois entités politiques constituent un ensemble façonné tant par la géographie que par l'histoire dont le colonialisme a achevé la construction.

Enfin, nous avons cerné le Maghreb avec une approche qui tient compte du local dans sa corrélation avec le global ou l'universel, à savoir l'Europe (essentiellement l'ancienne puissance coloniale) et la Méditerranée. Sans conteste, les sociétés magrébines ont connu l'une des phases les plus troublées de leur histoire, nous en avons relaté certains aspects comme les crises économiques. Toutefois, cela ne justifie pas l'idée de l'immobilisme de ces sociétés, car nous avons constaté, en dépit d'une ankylose plus ou moins généralisée, une certaine dynamique qui touche les idées, les institutions et l'économie. Pour se limiter au champ économique, le Maghreb s'insère, en dépit de sa propre temporalité, aux fluctuations de l'économie capitaliste : il attire des investissements miniers et bancaires coloniaux, adhère à sa manière à « la mondialisation », adopte en phase postcoloniale une politique de modernisation économique.

(1) Nous remercions vivement les responsables de revues et d'institutions de recherche qui nous ont aimablement autorisé à publier de nouveau ces contributions. Nous remercions également ceux qui ont aidé et facilité la publication de cet ouvrage particulièrement M. le Président de l'Université de la Manouba.
Il est à préciser que nous n'avons pas porté de modifications à ces textes dont certains datent d'une vingtaine d'années comme *l'affaire l'Ouenza ou la politique financière de la France en Tunisie*. Nous nous sommes également abstenu de compléter ou de changer la bibliographie pour insérer de nouveaux résultats de la recherche historique. Bien que ces textes restent le produit de leurs contextes, il nous semble qu'ils ont gardé leur pertinence.

Cette dynamique se caractérise par trois traits majeurs :

- Elle est stimulée par des facteurs à la fois intérieurs (richesses, acteurs, ou parfois le capital local) et extérieurs ou centraux (bailleurs de fonds, marchés, techniques…).

- Elle répond à certaines idées ou stratégies : le saint-simonisme, le réformisme, le nationalisme ou l'humanisme d'intellectuels français comme les historiens, le socialisme postcolonial. Toutes ces idées sont défendues par des acteurs agissant surtout au niveau de la superstructure.

-Elle est le produit d'un autre type d'acteurs qui sont des praticiens de l'économie ou de la politique : Les responsables des Etats indépendants, des personnes physiques (comme Ben Ayyed ou les colporteurs) ou des personnes morales comme les entreprises : la société l'Ouenza et la Banque Centrale de Tunisie.

Indépendamment du champ de leur intervention ou de la nature de leurs actions, ces acteurs agissaient, consciemment ou inconsciemment, en fonction des enjeux de leurs temps. C'est ce que nous appelons : « la modernité ».

La dynamique mise en œuvre par ces acteurs prouve que le Maghreb contemporain (précolonial, colonial et postcolonial) cherche à s'engager, en dépit de son blocage structurel, dans la modernité. Or, ces expériences que nous allons relater, sans avoir été conçues au préalable dans le cadre d'un projet global de modernité, ont été menées au nom d'une certaine modernisation. Seules, peut-être, la pensée réformiste ou l'idéologie saint-simonienne ou encore la théorie socialiste, échappent à cette règle. Les Etats indépendants, même la Tunisie de Bourguiba, se sont contentés de réformes ou de politiques sectorielles. Pourquoi cette défaillance ? S'agit-il alors d'une déficience au niveau des élites du Maghreb ou bien d'une conception erronée de la modernité ?

Il est évident que la « modernité » reste, en tant que concept, une notion polysémique ayant plusieurs sens touchant l'Etat, la société et la culture. A notre sens, la modernité se caractérise essentiellement par la rationalité introduite dans tous les domaines de la vie d'une société. Comme elle touche la pensée, le rapport à l'Etat fondé sur un pacte démocratique, la relation à l'autre dans le cadre de la citoyenneté, elle englobe aussi tous les aspects matériels de la vie comme les techniques et les moyens de production, de consommation et de communication.

Le Maghreb, quant à lui, n'a pas réussi à trouver cette rationalité, ou cette modernité, tant dans le domaine du politique que celui de l'économie ou de la culture. Certes, il y a eu des tentatives de modernisation de l'économie, de l'Etat ou de la société, mais leur bilan reste maigre.

L'histoire de l'Europe est marquée par une dualité : l'imbrication entre les techniques ou l'économique et les idées. En effet, la Renaissance dans l'Europe méridionale et la Réforme en Europe du Nord sont concomitantes avec la naissance du mercantilisme au XVI$^{eme}$ siècle soldé par la mise en place d'un nouvel ordre économique international qui constitue, à notre sens, une première étape de la mondialisation. La philosophie des lumières en France et la pensée libérale en Angleterre ont préparé la naissance du capitalisme du XVIII$^{eme}$ et XIX$^{eme}$ siècles. C'est à tort que certains confondent libéralisme et capitalisme puisque le premier reste à l'échelle des idées alors que le second n'est qu'une tentative de concrétisation de ces idées au niveau de la réalité économique. D'ailleurs, certains auteurs, comme Emmanuel Walltersein, estiment avec raison que cette opération s'est soldée par un échec cuisant car les Européens n'ont fait que transposer des pratiques féodales et despotiques dans un nouveau contexte économique, ce qui a donné au capitalisme un caractère violent et sauvage(1). Peu à peu, le divorce est consommé entre libéralisme et capitalisme. Quoique ce dernier ait constitué, surtout avec sa phase impérialiste, une forme de mondialisation, il n'en reste pas moins que celle-ci a marqué la rupture définitive entre ce système de production et l'essence du libéralisme.

Dès le milieu du XIX$^{eme}$ siècle, une nouvelle philosophie à dimension sociale, née comme réaction aux excès du capitalisme, a préparé le terrain à une économie de type socialiste qui a émergé au début du XX$^{eme}$ siècle.

Cette interférence entre la pensée et l'économie qui a prévalu en Occident pendant la période moderne et contemporaine n'a pas servi d'exemple pour le Maghreb. Le Japon avec l'expérience Meïji du milieu du XIX$^{eme}$ siècle a pu trouver, par la suite, le chemin de la modernité. Certes, le réformisme tunisien a tenté avec Khérédinne d'introduire la modernité en parlant à la fois des institutions politiques et des organismes économiques modernes, mais cette expérience n'a pas eu de suite pour maintes raisons parmi lesquelles l'avènement du colonialisme. Les nationalistes maghrébins ont négligé, notamment au niveau de la pensée dans leur combat anticolonial, la donne économique. L'échec des politiques économiques postcoloniales l'atteste.

L'économie politique, comme une nouvelle science en Europe, a permis la jonction entre les idées et la réalité. Cela s'est traduit par une première expérience faite par le capitalisme ayant réussi à introduire la rationalité dans l'appareil productif. Le marxisme n'est qu'une deuxième tentative cherchant à introduire une autre rationalité dans le même système.

(1) Walltersein (E.), *le capitalisme historique*, Edition la découverte, Paris, 1985.

Le monde arabe n'a pas pu produire une économie politique car il n'a connu ni une croissance économique ni une révolution culturelle. Nous pouvons étendre la même réflexion au politique puisque les indépendances de ces pays ou les « révolutions arabes » auraient permis d'asseoir la démocratie, mais ces occasions, comme tant d'autres, ont été manquées. La démocratie, tout comme la croissance et le développement ne peuvent se faire que sur la base d'une mutation culturelle profonde capable de construire un nouveau citoyen conscient de son devenir et capable d'assumer ses droits comme ses devoirs. Les éphémères changements de régimes politiques ou de politiques économiques n'aboutiront à rien tant que les ambigüités et les contradictions dominent notre système de pensée. Contentons-nous d'un seul exemple pour élucider notre propos. La Réforme a trouvé une adéquation entre la religion chrétienne et le prêt à intérêt, ce qui a permis à Max Weber de lier le capitalisme au protestantisme. Cette question du prêt à intérêt n'est pas résolue au niveau de la pensée arabo-islamique, d'où des pratiques acrobatiques comme celle de « la finance islamique ».

Par ailleurs, des valeurs fondamentales devraient être ancrées au niveau de la pensée et la mentalité des individus pour pouvoir s'inscrire dans la modernité : le travail, la liberté et le rapport au temps. Nos sociétés méprisent le travail, bafouent les libertés ou en abusent et sous-estiment le temps. Il est ainsi difficile de concevoir toute mutation tant que ces valeurs, et tant d'autres, ne sont pas intériorisées par le moi collectif.

Notre blocage est avant tout historique et culturel. Mais cela ne signifie aucunement qu'il est uniquement identitaire. Tout comme celui de la modernité, le paradigme de « l'identité », souvent évoqué ou étudié par des politiques, devrait être appréhendé à la lumière des sciences sociales avec une approche socioculturelle se référant à l'histoire.

Plusieurs éléments expliquent le regain d'intérêt, aujourd'hui, des études relatives à la question de l'identité parmi lesquels les revers d'une mondialisation pesante qui a suscité un retour du communautarisme, des réflexes d'autodéfense chez les peuples et les élites, mais aussi le renouvellement des approches anthropologiques et historiques. Nous pouvons citer à cet égard deux cas : la *microstoria* qui privilégie le local au détriment de l'universel et les études relatives à *l'ethnicité*[1] qui, à partir des années 1970-80, introduisent ce nouveau paradigme pour remplacer d'autres concepts comme *tribu*[2], *communauté, minorité*, ce qui est de nature à permettre l'utilisation d'une nouvelle grille pour étudier des phé-

(1) Poutignat (Ph) & Streiff-Fenart (J.), *Théories de l'ethnicité*, Paris, PUF, 1999.

(2) Certains auteurs ont rejeté l'idée d'une Afrique précoloniale dominée par des structures tribales tout en affirmant que « les groupes ethniques se formaient et se transformaient sous l'effet des migrations, du commerce et de la conquête, et les identités de groupes étaient relatives et changeantes.», Cité par Poutignat (Ph) & Streiff-Fenart (J.), *Ibid*, pp. 31-32.

nomènes relativement connus. A la lumière de ce nouveau contexte et de ce renouvellement épistémologique, l'identité est autrement appréhendée. Néanmoins, elle reste appréciée avant tout comme une question à dimension particulièrement culturelle. Nous nous limitons aux deux formes d'identités collectives les mieux élaborées, à savoir *la nation* et *l'ethnie*.

La plupart des théories relatives au fait identitaire insistent sur le rôle du processus historique dans la formation du moi collectif[1]. La nation, comme processus historique de construction identitaire, n'est pas une essence ou une donnée objective et immuable[2], elle serait plutôt, comme l'explique Renan[3], le produit de faits contingents comme les conquêtes, les guerres, les mouvements de populations qui tissent au cours de l'histoire des liens solides et une volonté de vie en commun. Les nationalistes allemands, comme Fichte, ont défini la nation avant tout par la langue et l'appartenance à une culture commune. La perception des nationalistes italiens lors de la première phase du *Risorgimento* ou celle d'un Michelet qui a écrit *Le Peuple* en 1846, et par la suite celle des nationalistes arabes, entrent dans le cadre de cette vision romantique de la nation. Bien qu'il insiste sur la dialectique entre Etat et nation, entre structures et changements historiques, Hegel considère, quant à lui, que la nation se forme et se transforme par le biais des instruments culturels. Influencé par le problème de l'Alsace- Lorraine, Renan insiste sur les liens culturels comme facteur de formation des nations tout en minimisant le poids du passé au profit de celui de l'oubli. « L'essence d'une nation, affirme-t-il, est que tous les individus aient beaucoup de choses en commun et que tous aient oublié bien des choses »[4]. L'adhésion à une nation reste donc déterminée par des facteurs subjectifs, mais ayant tous « un fonds culturel »[5], comme la volonté, le consentement, l'amour de la patrie, le sentiment d'appartenance à cette identité collective... La théorie de Max Weber va presque dans le même sens dans la mesure où elle considère, qu'à l'opposé de l'ethnie se référant à la croyance subjective à la communauté d'origine, la nation est fondée sur la passion liée à la revendication d'une puissance publique. Cette logique se réfère, sans pour autant l'expliciter, au « principe des nationalités » exprimé à partir de 1830 par Mazzini qui affirme qu'il faut à « chaque nation un Etat et un seul Etat pour chaque nation ».

(1) Voir, à titre d'exemple, *Identité culturelle et conscience nationale en Tunisie, actes du colloque de Tunis, Cahiers du C.E.R.E.S*, série sociologie II, juin 1975.

(2) Les théories qui définissent la nation par la race comme donnée objective sont rejetées par la plupart des recherches en sciences sociales.

(3) Renan (E.), « Qu'est-ce qu'une nation ? », in E. Renan, *Discours et conférences*, Paris, Calmann Lévy, 1887, pp. 278-310.

(4) Renan (E.), *Ibid.*, p. 286.

(5) Stambouli (F.) et Zghal (A.), « Nation, nationalisme et Etat National dans le Monde Arabe », in *Identité culturelle et conscience nationale en Tunisie, Op. Cit.*, p. 66.

D'autres auteurs comme Hobsbawm ont montré que l'ethnie et la nation, en tant qu'identités collectives, obéissent au mêmes processus de formation historique avec une différence majeure qui réside dans le fait que la nation, contrairement à l'ethnie, a un objectif politique incarné par le nationalisme, à savoir la formation d'un Etat. « L'ethnicité est, selon cet auteur, une des façons de remplir les récipients vides du nationalisme »[1]. Mais au delà de ces différences, ethnie et nation, à l'instar de toute autre forme d'identité collective, ont un fond historique et culturel incontestables.

Ces deux cas que nous avons évoqués, à savoir nation et ethnie, témoignent, encore une fois, que les identités collectives sont souvent définies et interprétées en termes ethnoculturels[2]. Cela signifie-t-il que d'autres paramètres, comme l'économie ou tous les aspects de « la civilisation matérielle », ne contribuent-ils pas à la formation de l'identité ?

Certains auteurs ont déjà évoqué la question en traitant particulièrement du thème de la naissance de l'Etat moderne qui a attiré les chercheurs bien avant celui de la nation[3]. Une autre approche plus globale a tenté de cerner la question de l'Etat-nation tout en focalisant l'analyse sur l'interaction entre ces deux entités (Etat et nation) dans le processus historique de formation des identités collectives[4].

Pour Norbert Elias qui parle de « configuration », la genèse de l'Etat moderne, qu'il situe au bas moyen âge, est le résultat de plusieurs prétendants cherchant à exercer une domination sur un territoire donné. Nous pouvons ainsi comprendre la notion de « configuration » ou celle de « territoire » comme étant une composante socio-économique de l'identité d'un Etat ou d'un peuple. Mieux encore, la terminologie utilisée par Norbert Elias pour traiter de l'émergence de l'Etat moderne est à caractère surtout économique dans la mesure où il parle du « mécanisme monopoliste » du pouvoir ou du « monopole fiscal » ou encore du « monopole » militaire d'un Etat pour imposer sa domination. C'est donc la suprématie financière du prince qui lui permet une certaine étatisation de la société ou une certaine socialisation de l'Etat pour constituer une même identité régie par des liens pacifiés : « Les détenteurs du monopole se transforment en simples exécutants d'un appareil administratif aux fonctions multiples »(5).

(1) E. Hobsbawm (E.), « Ethnicity and nationalism in Europe today », in *Anthropology today*, vol. 8 n°1, 1992, p.4, cite par Poutignat (Ph) & Streiff-Fenart (J.), *Op. Cit.*, p. 57.
Voir aussi du même auteur : *Nations et nationalisme depuis 1870*, Paris, Gallimard, 1990.

(2) Déloye (Y.), *Sociologie historique du politique*, Paris, La Découverte, 1997.

(3) Certains auteurs ont fait remarquer qu'on a commencé à parler de *nationaux* et de *nationalité* en France seulement de lors de la deuxième moitié du XIX$^{e}$ siècle, voir :
Brubaker (R.) « De l'immigré au citoyen », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 99, sept. 1993, p. 3-25.

(4) Pour des auteurs comme Hobsbawm, : Etat = nation = peuple, alors que pour la pensée révolutionnaire comme celle de Mazzini le peuple est identifié à l'Etat pour construire la nation.

(5) Elias N., *La dynamique de l'Occident*, Calmann-Lévy, 1975, p. 35.

La démarche de Max Weber qui se sert comme N. Elias de l'expérience historique de l'Occident n'est pas totalement différente de ce dernier. En effet, le sociologue allemand établit un parallèle frappant entre « la concentration politique et la concentration économique » pour la formation d'une même identité incarnée par un Etat moderne destiné à exercer « la violence légitime ». « L'Etat moderne, note-t-il, est un groupement de domination de caractère institutionnel qui a cherché à monopoliser, dans les limites d'un territoire, la violence physique légitime comme moyen de domination et qui, dans ce but, a réuni entre les mains des dirigeants les moyens matériels de domination »[1]. Il va sans dire que ces moyens matériels de domination sont une des composantes de toute identité collective. Fidèle à l'usage d'une terminologie économique en matière politique, Max Weber applique ce schéma théorique à l'Europe capitaliste en précisant que « partout le développement de l'Etat moderne a pour point de départ la volonté du prince d'exproprier les puissances « privées » indépendantes qui, à côté de lui, détiennent un monopole administratif, c'est-à-dire tous ceux qui sont propriétaires de moyens de gestion, de moyens militaires, de moyens financiers et de toutes sortes de biens susceptibles d'être utilisés politiquement. Ce processus s'accomplit en parfait parallèle avec l'entreprise capitaliste expropriant petit à petit les producteurs indépendants »[2].

Ces propos montrent que l'identité se forge aussi bien par le culturel que par le politique ou encore par le matériel comme l'économie. Ernest Gellener a bien démontré le lien historique entre la construction nationale et la croissance capitaliste en Europe en mettant en exergue les bases matérielles de la nation. Le point de vue de Gellener place l'Etat au cœur du processus de formation de l'identité nationale en insistant non pas sur sa domination, comme l'a fait Max Weber, mais plutôt sur son rôle dans l'invention du nationalisme qui crée la nation[3]. Deux procédés sont utilisés par celui-ci pour réaliser cette entreprise : l'enseignement et l'économie. Par la mise en place d'un système éducatif, l'Etat fonde des valeurs communes partagées par l'ensemble de la nation et il fournit, par le développement économique, les conditions matérielles de son unité.

Au Maghreb, nous avons eu droit à des tentatives de modernisation oubliant l'élément identitaire qui ressurgit aujourd'hui sous différentes formes (la question amazigh ou le salafisme) alors qu'au Machrek le fait identitaire a prévalu (nationalisme arabe ou le wahhabisme) pendant plus d'un siècle au détriment d'autres.

(1) Weber M., *Le Savant et le politique*, Plon, 1959, p. 119.
(2) Weber, *Ibid.*, p. 120.
(3) Gellener (E.), *Nations et nationalisme*, Payot, 1989.

Or, aussi bien pour l'identité que pour la modernité, le culturel et le matériel sont intrinsèquement liés pour fonder tout progrès et tout développement. Les entreprises les plus performantes en Amérique ou en Europe, associent dans leurs structures administratives des spécialistes en économie ou en finance, mais aussi des experts en sciences humaines et sociales. La psychologie, la sociologie ou l'histoire constituent une partie intégrante du *management*. Or, dans les sociétés arabo-musulmanes on continue à tourner le dos à de telles sciences. Les programmes de transfert de technologie, les projets de modernisation de l'infrastructure ou du système bancaire, l'augmentation des volumes d'investissement ne mèneront pas à grand-chose tant qu'ils ne sont pas accompagnés d'une valorisation des sciences de l'homme qui pourraient changer les mentalités et les esprits pour éclairer le chemin de la modernité.

C'est afin d'illustrer cette imbrication entre le culturel et le matériel, c'est-à-dire entre les idées et les techniques, que nous avons associé dans le titre le terme « modernité » et mot « capital ». En effet, nous avons privilégié dans cet ouvrage les aspects économiques de la modernité souvent occultés dans des écrits relatifs à cette question, ce qui justifie la mise en exergue du terme « capital ».

Toutefois, ce concept a, par ailleurs, un sens symbolique défini essentiellement par Bourdieu. En effet, La modernité est un capital symbolique dans le sens d'une idée ou d'un projet que cherchent à concrétiser, en totalité ou en partie, les acteurs socio-économiques au Maghreb. « Le capital modernité », signifie, en fin d'analyse, que la modernité tentée par plusieurs expériences historiques, demeure au-delà de certains échecs, un atout fondamental dont bénéficie le Maghreb d'aujourd'hui pour bâtir des lendemains meilleurs.